



LE 20 JANVIER 2005 :

TOUS ENSEMBLE POUR NOS SALAIRES ET LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC.

Après les déclarations (voir au dos) du ministre de la Fonction publique Renaud Dutreil et la mascarade de concertation qu'il a organisée sur les salaires, montrons au gouvernement que les agents des Fonctions publiques, et du Trésor Public pour ce qui nous concerne, en ont assez du mépris affiché à leur égard, de la dégradation de leurs salaires et de leurs conditions de travail, de l'affaiblissement et de la remise en cause du service public.

Pour imposer d'autres choix que :

- la baisse des salaires (5% de perte de pouvoir d'achat depuis 2000, sans compter qu'avec l'élargissement de l'assiette de la CSG et de la CRDS de 95% à 97% et la cotisation obligatoire à la nouvelle caisse additionnelle de retraite, le montant de notre traitement net fin 2005 sera inférieur à celui perçu en décembre 2004),
- l'abandon des missions (Fonds Particuliers, CNP, Impôt Société, Service de la Redevance, etc...), préalable aux différentes restructurations,
- le démantèlement du réseau (en 2005 nouveaux projets de suppressions et fusions de Trésoreries dans les P.A.),
- la réduction des moyens matériels et humains (24 suppressions d'emplois depuis le 1^{er} janvier 2003),
- les réformes passées en force (dernier exemple en date celle de la notation-évaluation qui n'est rien d'autre qu'un élément de mise en place de la rémunération au mérite!),
- l'absence de véritable dialogue social (le Directeur Général de la Comptabilité Publique, Mr BASSERES, en a été la parfaite illustration lors de sa visite dans le département le 25 novembre dernier).

Dans le cadre des appels unitaires des fédérations de fonctionnaires, des fédérations des finances et des syndicats nationaux du Trésor, les sections syndicales FO TRESOR et CGT TRESOR des Pyrénées Atlantiques appellent l'ensemble des agents du département à participer massivement à la journée nationale de grève du 20 janvier et aux manifestations unitaires.

NE LAISSONS PAS BRADER NOS MISSIONS ET NOS GARANTIES SANS REAGIR.

TOUS EN GREVE LE 20 JANVIER!

Rassemblements	à PAU	à 10H30	Complexe de la République
	à BAYONNE	à 10H30	Bourse du Travail

RÉFORME DE L'ÉTAT : RENAUD DUTREIL SE LÂCHE

Devant les ultra-libéraux de la Fondation Concorde, le ministre de la Réforme de l'État s'est lâché et a dit tout le bien qu'il pense des fonctionnaires.

Le restaurant Pépita, situé à proximité des Champs-Élysées était rempli, mercredi 20 octobre, d'une soixantaine de costumes-cravates à la mine cireuse, venus assister à un petit déjeuner-débat avec Renaud Dutreil, ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. Cette conférence était organisée par la Fondation Concorde, *think tank* ultra-libéral proche de Jacques Chirac.

Florilège des déclarations du ministre sur le thème de prédilection de la droite : "Comment insuffler le changement?"

"Les retraités de la fonction publique ne rendent plus de services à la nation. Ces gens-là sont inutiles, mais continuent de peser très lourdement. La pension d'un retraité, c'est presque 75% du coût d'un fonctionnaire présent. Il faudra résoudre ce problème."

"A l'heure actuelle, nous sommes un peu méchants avec les fonctionnaires. Leur pouvoir d'achat a perdu 4,5% depuis 2000."

"Comme tous les hommes politiques de droite, j'étais impressionné par l'adversaire. Mais je pense que nous surestimions considérablement cette force de résistance. Ce qui compte en France, c'est la psychologie, débloquer tous ces verrous psychologiques."

"Le grand problème de l'État, c'est la rigidité de sa main-d'œuvre. Pour faire passer un fonctionnaire du premier au deuxième étage de la place Beauvau, il faut un an. Non pas à cause de l'escalier [rires dans la salle], mais des corps. Il y a 1400 corps. 900 corps vivants, 500 corps morts [rires], comme par exemple l'administration des télécoms. Je vais les remplacer par cinq filières professionnelles qui permettront la mobilité des ressources humaines : éducation, administration générale, économie et finances, sécurité sanitaire et sociale. Si on ne fait pas ça, la réforme de l'État est impossible. Parce que les corps abritent des emplois inutiles."

"C'est sur l'Éducation nationale que doit peser l'effort principal de réduction des effectifs de la fonction publique. Sur le 1,2 million de fonctionnaires de l'Éducation nationale, 800 000 sont des enseignants. Licencié dans les back office de l'Éducation nationale, c'est facile, on sait comment faire, avec Éric Woerth [secrétaire d'État à la Réforme de l'État] : on prend un cabinet de conseil et on change les process de travail, on supprime quelques missions. Mais pour les enseignants, c'est plus délicat. Il faudra faire un grand audit."

"Le problème que nous avons en France, c'est que les gens sont contents des services publics. L'hôpital fonctionne bien, l'école fonctionne bien, la police fonctionne bien. Alors il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure - c'est ce que fait très bien Michel Camdessus -, mais sans paniquer les gens, car à ce moment-là, ils se recroquevillent comme des tortues."

EMMANUELLE VEIL

NB : Michel Camdessus, ancien président du FMI (celui-là même qui a conduit l'Argentine et l'Afrique sur la voie de la banqueroute grâce à ses injonctions ultra libérales à récemment remis à N. Sarkozy, sur la demande de ce dernier, un rapport sur ce qui peut être résumé par *l'état catastrophique de la France sur le plan économique mondial à cause (forcément) des fonctionnaires, des syndicats, de la gauche et des lois qui tuent toute initiative entrepreneuriale.*